

RAPPORT N° 2022/1-01
au Bureau de la Communauté
En séance du jeudi 10 Février 2022

OBJET :

AVENANT N°2 DU MARCHÉ DU LOT N°3 - TRAVAUX POUR LA CONSTRUCTION DE L'UNITÉ DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE DU CAPTAGE BASSIN PILON ET DE LA CITERNE ASSOCIÉE - COMMUNE DE SAINTE SUZANNE
-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Par délibération du 18/087/Sce Eaux du 09 Novembre 2018, la Ville de Sainte Suzanne avait approuvé le programme de travaux pour l'opération « la Construction de l'unité de traitement d'eau potable du captage Bassin Pilon et de la citerne associée sur la Commune de Sainte Suzanne ». Le lot n°3 du marché des travaux l'opération « la Construction de l'unité de traitement d'eau potable du captage Bassin Pilon et de la citerne associée » a été conclu avec le groupement OTV/GTOI à la suite d'une procédure adaptée.

Désignation	Entreprises	Montant des marchés (€ H.T.)	Procédure de passation
Lot N°1	EGB ZILMIA SARL	191 200,00 € HT	PROCEDURE ADAPTEE
Lot N°2	GTOI	598 889,00 € H.T	
Lot N°3	OTV/GTOI	1 688 438,00 € H.T	
Lot N°4	PAQ-ALU-TP	164 470,00 € H.T	
	TOTAL	2 642 997,00 € HT	

Suite au transfert de compétence à l'Intercommunalité au 01 Janvier 2020, le suivi du chantier est aujourd'hui assuré par la Direction Eau Potable de la CINOR.

L'avenant n°1 concerne le transfert du marché à la CINOR.

L'avenant n°2 a pour objet de contractualiser de manière définitive :

- La prise en compte des travaux supplémentaires exécutés en application des prix nouveaux notifiés par ordres de service pendant le déroulement du chantier, conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG - Travaux, en vue de la rémunération des ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification s'est avérée nécessaire et pour lesquels le marché ne prévoyait pas de prix,

Ces modifications comprenaient des travaux d'aménagement des réseaux enterrés en entrée et sortie de la station, de travaux de cloisonnement des baches et la mise en place de turbidimètre ;

Les modifications demandées par l'ARS OI sont nécessaires à la régularisation de l'ouvrage.

- L'évolution de la masse des travaux consécutive en plus et moins-value.

L'avenant n°2 est passé en application de l'article R2194-8 du code de la commande publique (modification inférieure au seuil européen de 15% du marché initial)

Le détail des coûts formellement identifiés sont les suivants :

- Montant du marché :	1 688 438,00 € HT
- Montant révisé du marché :	+ 22 858,52 € HT
- Prix Nouveaux :	+ 186 453,80 € HT
- Montant des prestations en plus-value	+ 18 000,00 € HT
- Montant des prestations en moins-value :	- 18 000,50 € HT
- Montant de l'avenant N°2	186 453,80 € HT

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220210-BC2022-1-01-DE
Date de télétransmission : 17/02/2022
Date de réception préfecture : 17/02/2022

Total € H.T. :
Total € T.T.C :

1 897 750,32 € HT
2 059 059,10 € TTC

Soit un dépassement du marché de : **10,90 %**.

Prolongation du délai d'exécution introduit par l'avenant n°3 : **6 (six) mois**

Désignation	Délai initial	Nouveau délai
Période de préparation	2 mois	2 mois
Travaux	10,5 mois	16,5 mois
Délai total	12,5 mois	18,5 mois

Aussi, je vous demande :

- 1° d'approuver l'avenant n°2 au marché du LOT n°3 « Travaux pour la construction de l'unité de traitement d'eau potable du captage Bassin Pilon et de la citerne associée ;
- 2° d'autoriser le Président à le signer ainsi que tous les documents y afférents

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/1-01
du Bureau de la Communauté
en séance du 10 Février 2022**

OBJET

AVENANT N°2 AU MARCHÉ DU LOT N°3 - TRAVAUX POUR LA CONSTRUCTION DE L'UNITE DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE DU CAPTAGE BASSIN PILON ET DE LA CITERNE ASSOCIEE - COMMUNE DE SAINTE SUZANNE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/1-01 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

Article 1

D'approuver l'avenant n°2 au marché du LOT n°3 « Travaux pour la construction de l'unité de traitement d'eau potable du captage Brassin Pilon et de la citerne associée sur la commune de Sainte Suzanne.

Article 2

D'autoriser le Président à signer l'avenant n°2 ainsi que tous les documents y afférents

Nombre de votants : 10 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 10 Vote pour : 10 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

17 FEV 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220210-BC2022-1-01-DE Date de télétransmission : 17/02/2022 Date de réception préfecture : 17/02/2022
--